

# CORONAVIRUS : REGARDS SUR UNE CRISE

Confrontées à une crise sanitaire inédites, nos sociétés réagissent tant bien que mal d'un point de vue économique, sanitaire et social. Mais quel est l'impact de l'épidémie sur nos systèmes politiques ? Aucune lecture simplement déterministe ne semble pouvoir en rendre compte. Les tensions politiques, les rapports de force, la proximité des élections, le partage des pouvoirs entre échelons locaux et nationaux... peuvent expliquer des effets politiques variés. Tour d'horizon de quelques pays emblématiques.

## CE QUE LA PANDÉMIE FAIT À LA POLITIQUE. 3. LE ROYAUME-UNI

11 janvier 2021 | Par Pauline Schnapper, Université Sorbonne Nouvelle

Lorsque la crise du Covid a éclaté en février-mars 2020, Boris Johnson et son gouvernement baignaient dans une douce euphorie. Fraichement réélu avec une large majorité de 80 députés en décembre, le Premier Ministre venait aussi de faire sortir son pays de l'Union européenne, ou plutôt d'entrer dans la phase de transition d'un an qui devait conduire à la sortie définitive du marché unique et de l'union douanière, conformément à la promesse qui lui avait permis de remporter les élections, '*Get Brexit Done*'. A la mi-février, le Premier Ministre bénéficiait d'un niveau d'opinions favorables de 48% dans les sondages YouGov, contre 38% d'opinions défavorables.

Bien que le pays ait été frappé très brutalement par le virus, le gouvernement britannique a été lent à prendre la mesure de la gravité de la crise sanitaire, décidant finalement un confinement à partir du 23 mars, une semaine plus tard qu'en France, ce qui aurait, d'après les épidémiologistes, causé 25 000 décès supplémentaires. Cela n'a pas tout de suite été reproché à Boris Johnson, qui a au contraire « bénéficié » d'un regain de popularité pendant quelques semaines ; après avoir été lui-même infecté par le virus puis hospitalisé : un sondage réalisé le 13 avril lui accordait même 66% d'opinions favorables. Mais, assez rapidement, la réalité des ravages de l'épidémie et de l'impréparation du système de santé public, le NHS, est apparu.

Le nombre de morts, tout d'abord, est, en chiffres absolus, le plus élevé d'Europe, avec plus de 70 000 décès fin 2020, même si, ramené à la population il n'est «que» le quatrième, derrière la Belgique, l'Espagne et l'Italie. Le Covid a ensuite fait des ravages dans les maisons de retraite, dont beaucoup de résidents infectés ont été renvoyés des hôpitaux lors de la première vague, par manque de place. Enfin une série de scandales et de dysfonctionnements ont été dénoncés par la presse au fil des mois, depuis le manque d'équipements de protection pour les soignants jusqu'à l'échec du système coûteux de tests et traçage, en passant par l'octroi de marchés publics sans appels d'offres à des sociétés liées à des dirigeants conservateurs, la désorganisation des examens scolaires, soulevant des questions sur la compétence du gouvernement.

La chute de popularité de Boris Johnson a donc été aussi spectaculaire que l'avait été son ascension au printemps : en décembre, il n'était plus qu'à 37% d'opinions favorables contre 58% de défavorables. Son optimisme à tout crin et son manque d'attention aux détails, qui pouvaient être des atouts de campagne électorale, se sont retournés contre lui dans cette crise. Celle-ci a aussi révélé la légèreté intellectuelle de la plupart des membres de son gouvernement, qui avaient été davantage choisis pour leur loyauté à l'égard de Johnson et leur adhésion sans faille à un projet de Brexit radical que sur leurs compétences et leur connaissance des dossiers.

Enfin, la coordination entre le gouvernement central à Londres et les collectivités locales et régionales (en Ecosse, Irlande du Nord et pays de Galles) a été inexistante, provoquant l'indignation non seulement des maires des grandes villes du nord de l'Angleterre, comme Andy Burnham à Manchester, mais aussi de députés conservateurs nouvellement élus dans ces circonscriptions. Même au sein du groupe parlementaire conservateur, un certain mécontentement s'est exprimé sur les conséquences économiques du confinement et le refus de celui-ci. Fin novembre, le gouvernement n'a ainsi pu faire voter les nouvelles restrictions liées au Covid que grâce aux voix des députés travaillistes, malgré la large majorité théorique dont il dispose au Parlement.

Ce regain du parti travailliste est à mettre aussi au crédit du nouveau leader. Après la démission de Jeremy Corbyn, leader venu de la gauche du parti dans la foulée de la défaite de décembre 2019, Keir Starmer, plus centriste, a réussi à projeter une image de sérieux et de compétence en temps de crise qui a permis à son parti de remonter dans les sondages. Alors que le parti était à moins de 30% d'intentions de vote en janvier 2020, la moyenne des sondages le donnait en novembre à près de 40%, quasiment à égalité avec le parti conservateur.

Les difficultés du gouvernement ne s'arrêtent pas à la crise sanitaire. Comme dans les autres pays occidentaux, la facture économique de la pandémie s'annonce très lourde. Au second trimestre de 2020, le PIB britannique a chuté de 20% et, au total, une baisse de 11% est prévue pour l'année 2020. Le chômage devrait monter à plus de 7% en 2021 et la dette publique atteindre 109% du PIB en 2023, posant la question du financement des mesures de soutien à l'économie. A l'automne, le gouvernement a déjà annoncé le gel des salaires dans la fonction publique, y compris dans le secteur de la santé, et la réduction du budget alloué à l'aide au développement de 0,7 à 0,5% du PIB, contrairement à ce qui avait été promis lors de la campagne électorale. A terme, une augmentation des impôts s'annonce déjà, alors que Johnson a remporté les élections sur la promesse d'investir dans les zones paupérisées du nord de l'Angleterre.

Les effets économiques de la crise sanitaire vont se conjuguer avec ceux du Brexit, dont tout indique qu'il affectera la croissance pendant des années. Même si un accord commercial a été finalement conclu le 24 décembre, celui-ci ne concerne que les marchandises et non l'essentiel des services, qui représentent 80% de l'économie britannique, qui devront être déclarées à la douane et faire l'objet de contrôles aux frontières, ce qui provoquera un accroissement des coûts et de possibles retards dans les chaînes d'approvisionnement. L'avenir des investissements d'entreprises étrangères au Royaume-Uni, jusque-là porte d'entrée pour le marché européen, est aussi en question. Au total, le *think tank* UK in a Changing Europe a évalué les conséquences de la sortie de l'UE à une baisse du 6,4% du PIB par habitant dans les dix ans qui viennent, même avec cet accord. Mais les conséquences du Brexit se déploieront progressivement, de façon moins spectaculaire et moins brutales que celles du Covid.

En attendant, Boris Johnson a gagné son pari de parvenir à un accord avec l'Union européenne en moins d'un an et en pleine crise sanitaire, cohérent avec le discours nationaliste et populiste que lui et les autres Brexiteurs ont tenu sur la soit-disant souveraineté retrouvée. Il a mis en difficulté le parti travailliste, qui a décidé de voter en faveur de l'accord pour éviter une sortie sèche de l'UE, alors même que sa position officielle était de s'opposer au Brexit. En signant avec les 27 à quelques jours du 31 décembre, le Premier Ministre a aussi empêché toute opposition éventuelle au sein du parti conservateur et court-circuité une nouvelle fois son propre parlement, qui n'a eu qu'une journée pour examiner les 1246 pages de l'accord.

Pour autant, le gouvernement Johnson est confronté à un autre péril. Il a laissé prospérer en 2020 une fracture entre l'Angleterre d'une part, l'Ecosse et l'Irlande du Nord d'autre part, qui met en péril l'unité du royaume. Le gouvernement régional écossais, conduit par les indépendantistes du SNP depuis 2007, s'appuie sur l'incompétence du gouvernement central et le Brexit qui lui a été imposé contre son gré pour réclamer un second référendum sur l'indépendance, après le premier perdu en 2014. Cette fois, les sondages lui sont beaucoup plus favorables et le SNP fera campagne pour les élections parlementaires de mai 2021 en Ecosse sur l'indépendance dans l'Union européenne. S'il l'emporte aussi largement que le prédisent les sondages, il sera de plus en plus difficile au gouvernement central de s'opposer à un tel scrutin. De son côté, l'Irlande du Nord va rester de facto dans le marché unique européen à la suite de l'accord de décembre pour éviter l'instauration d'une frontière entre le nord et le sud, conformément à l'accord de novembre 2019, même si Johnson avait joué avec l'idée de ne pas le respecter en introduisant un projet de loi sur le marché intérieur britannique, finalement caduc. Les loyalistes protestants s'en offusquent, tandis que les nationalistes, opposés au Brexit, en tirent argument pour réclamer une réunification de l'Irlande, là aussi au sein de l'Union européenne. Les tensions révélées par le Brexit sont loin d'avoir été résolues.

Enfin, l'année 2020 et la crise sanitaire ont mis en lumière les faiblesses intrinsèques du « projet » Brexit et ses contradictions, tant en ce qui concerne les mirages de la souveraineté que les choix économiques. Le gouvernement britannique va devoir choisir entre la tradition (néo-)libérale du parti conservateur, qui l'a conduit à rêver d'un avenir post-Brexit de « Singapour sur la Tamise », et les promesses de protection et d'investissements publics faites aux électeurs en 2019, notamment dans le nord de l'Angleterre, et aggravées par la crise du Covid. Il apparaîtra qu'il est illusoire d'espérer reconquérir une souveraineté absolue sans gravement mettre en danger les libertés des citoyens et les intérêts économiques du royaume. Le roi est désormais nu.